



Genève, le 30 novembre 2014

## Votations du 30 novembre 2014 **Votations fédérales et cantonales**

### **Initiative ECOPOP**

Le Parti socialiste genevois se réjouit que les électeurs-trices aient décidé de ne pas succomber aux sirènes de la haine de l'autre. Les citoyen-ne-s ont fait le choix de rejeter l'initiative Ecopop afin de ne pas isoler la Suisse et de détériorer durablement les relations avec nos partenaires de l'Union Européenne. Le Parti socialiste rappelle que le maintien des accords bilatéraux est fondamental à l'équilibre économique du pays, car 60% des exportations de la Suisse se font avec notre partenaire européen. Face au vieillissement avéré de la population, notre pays a besoin d'une main d'œuvre étrangère pour maintenir le niveau de sa population active et éviter un déficit de l'AVS.

De plus, le Parti socialiste genevois soutient que ce n'est pas à coup d'initiatives xénophobes et incohérentes qu'on résoudra les problèmes environnementaux de la Suisse. Associer problèmes environnementaux et immigration est une manière de prôner la déresponsabilisation individuelle en stigmatisant les étranger-ère-s de manière totalement scandaleuse. Le Parti socialiste genevois rappelle que les problèmes écologiques sont l'affaire de tous et toutes et ne se réduisent certainement pas à limiter l'immigration mais doivent s'inscrire dans une politique concertée bien en amont, qui travaille sur l'aménagement du territoire et favorise les politiques énergétiques responsables.

### **Forfaits fiscaux**

Le Parti socialiste genevois prend acte du refus du peuple suisse de supprimer les forfaits fiscaux. La campagne agressive d'une droite qui a exacerbé les peurs en faisant planer la menace sur les emplois a joué dans le résultat de ces votations. Ainsi, c'est à coup de millions engagés dans une campagne volontairement anxiogène que la droite a choisi de préserver les privilèges d'une poignée de très riches au détriment de l'ensemble de la population. Imposés uniquement sur leurs dépenses présumées, sans contrôle strict, les forfaitaires ne participent que très peu aux finances de l'Etat et s'engagent peu en termes de mécénat lorsqu'ils sont réellement résidents en Suisse.

Le Parti socialiste genevois rappelle que ces impôts au rabais, ridiculement bas en regard des grandes fortunes, sont autant d'argent en moins pour financer les prestations publiques nécessaires à la population tels que les places de crèches, les écoles, les soins, le logement et la sécurité. La droite au pouvoir au gouvernement a donc choisi de se passer d'une manne financière considérable alors que sa majorité au Conseil d'Etat vient de présenter un budget dont les coupes de prestations aux plus démunis-e-s et aux familles vont durablement détériorer les finances des ménages : aide aux personnes âgées diminuées ; baisses des prestations pour les malades bénéficiaires de l'AI ayant atteint l'âge de la retraite ; augmentation du taux d'effort dans l'octroi de logements subventionnés ; coupe du subside de 40.- pour l'assurance maladie ; etc. Bref, une surcharge insupportable pour la majorité de



citoyen-ne-s qui n'est pas au bénéfice de cadeaux d'impôts. La droite qui n'a de cesse de s'attaquer aux dépenses de l'Etat tout en accordant des cadeaux d'impôts au plus riches sans aucune vision, ni engagement à termes sur les recettes, devra assumer la responsabilité d'une augmentation de la paupérisation dans notre canton et gérer les conséquences sociales qui en découleront.

Néanmoins, l'initiative contre les forfaits fiscaux aura eu le mérite de susciter le débat autour de l'imposition sur la dépense au niveau national et poussé le parlement fédéral à durcir ce régime d'imposition en adoptant un nouveau régime forfaitaire plus strict qui entrera en vigueur en 2016 et contraindra le Canton à conformer sa législation au droit fédéral.

De son côté, le Parti socialiste genevois continuera à défendre les intérêts des classes moyennes et des milieux populaires en utilisant tous les moyens de la démocratie directe à sa disposition.

### **Initiative sur l'or**

Le PS genevois salue le refus du peuple suisse d'accepter l'initiative sur l'or. Il est totalement illusoire de penser, comme le font les partis de l'extrême-droite, que le repli sur soi et la conservation d'un stock d'or inaliénable de 20% à la BNS permettra à la Suisse de rester à l'abri des soubresauts économiques. En effet, en raison de la très haute volatilité du métal or, l'inaliénabilité alourdirait le bilan de la BNS et entamerait sa crédibilité internationale. Ce n'est qu'en ayant une politique qui permet à la BNS de s'adapter aux contingences économiques que le pays pourra conserver son niveau d'attractivité en maintenant sa stabilité monétaire. Ainsi, la BNS doit pouvoir continuer à engager des mesures telles que la politique du cours plancher par rapport à l'Euro pour assurer la stabilité financière de notre pays, soutenir les entreprises et surtout préserver les emplois dont les travailleurs et travailleuses ont besoin pour vivre dignement.

### **Pour plus d'informations :**

- Carole-Anne Kast, présidente (079 310 48 90)
- Romain de Sainte Marie, vice-président (079 395 23 85)